

Séance publique du jeudi 18 juin 2015

Convoqué le vendredi 12 juin 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 18 juin 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Bernard TRAVIER..

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement SOCIETE EUROVIA GPI

Autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud sur la commune de MAUGUIO, au lieu-dit « La Garrigue » Avis du Conseil Municipal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par Arrêté Préfectoral n° 2015-I-553 en date du 21 avril 2015, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, qui s'est déroulée du lundi 11 mai 2015 au jeudi 11 juin 2015 inclus jusqu'à 12h, à l'égard de la demande formulée par Monsieur Lionel VIDAILLAC, Directeur d'agences de la Société EUROVIA GPI dont le siège social est situé 18 rue Thierry Sabine- 33700 MERIGNAC. Elle concerne l'autorisation d'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud située sur la commune de MAUGUIO, au lieu-dit « La Garrigue ».

La centrale d'enrobage sera implantée temporairement, uniquement durant le chantier de doublement de l'autoroute A9, reconnue d'utilité publique. Elle sera ainsi présente pendant une durée d'environ 26 mois : du second semestre 2015 à la fin de l'année 2017.

Les communes de Montpellier, Saint-Aunès, le Crès, Castelnau-Le-Lez et Lattes, comprises, dans le périmètre d'affichage de 2 km, défini autour de l'installation, sont appelées à donner leur avis sur le projet, dans le cadre de l'enquête publique.

Cette exploitation est soumise à autorisation préfectorale et relève du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-11 à R.512-27, sous les rubriques 1520, 2517, 2521-1 et 2915-2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

En fonctionnement normal du projet, Montpellier ne sera pas directement impacté par l'exploitation de la centrale d'enrobage.

Les sites les plus proches du projet sont le Complexe Funéraire Montpellier Méditerranée Métropole, la salle de concert Zénith Sud et le Centre Commercial Régional Odysseum.

L'impact sera limité essentiellement au trafic concernant les voies d'accès au complexe funéraire et à l'autoroute A9 (rond point du Zénith).

Après examen du dossier, dont les conclusions techniques sont annexées à la présente,

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable concernant ce projet, sous réserve que :

- Une nouvelle campagne de mesures acoustiques soit réalisée comme prévu dans le projet.
- Une campagne de mesure des rejets atmosphériques canalisés soit réalisée comme prévu dans le projet.
- Une nouvelle campagne de mesure des retombées de poussières soit réalisée comme prévu dans le projet.

Il conviendrait que l'ensemble de ces mesures soit réalisées, dans la mesure du possible, en situation de production maximale afin de s'assurer du respect des valeurs réglementaires.

- Une maintenance régulière et conforme, aux prescriptions de la réglementation en matière de produits bitumineux, soit assurée par des professionnels agréés.

- Les prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault devront être prises en compte et strictement respectées en matière de sécurité incendie. Les produits stockés ayant un fort pouvoir calorifique, une attention particulière devra être portée sur le risque incendie et sa gestion et maîtrise.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 19 juin 2015